

Article de Rue89Bdx - <https://rue89bordeaux.com/2026/10/des-anti-lgv-et-des-elus-locaux-stoppent-des-deboisements-sur-le-trace-de-la-ligne-bordeaux-toulouse/>

de Simon Barthélémy

Publié le 12 octobre 2026 ·

Un engin bloqué sur le chantier à Ayguemorte-Les-Graves Photo : LGV Non Merci/DR

La guérilla continue dans les forêts de Gironde. La semaine dernière, les militants anti-LGV étaient parvenus à bloquer quelques uns des nombreux chantiers de déboisement lancés depuis le 1er octobre sur les quelques 220 kilomètres de tracés de la ligne Bordeaux-Toulouse. Rebelote ce lundi 12 octobre à Ayguemorte-les-Graves, à une quinzaine de kilomètres au sud de Bordeaux : une vingtaine de personnes ont empêché pacifiquement la coupe de 2 hectares, après discussion avec les ouvriers.

« C'est une très belle forêt où ils ont enlevé les robiniers et les acacias, mais où il reste des arbres remarquables, des chênes qui ont pour certains plus de 200 ans, des châtaigniers... Si c'est une propriété privée, la zone est ouverte et appréciée des promeneurs, c'est un commun », explique Didier Gassiot, président de l'association LGVEA (Landes Graves viticulture environnement en Arruan).

Des « dégâts énormes »

La présidente de la Communauté de communes de Montesquieu, Nathalie Burtin-Dauzan, et la maire d'Ayguemorte-les-Graves, Martine Talabot, étaient aussi présentes sur le terrain ce lundi matin. Cette dernière invoque quelques irrégularités dans la conduite des chantiers de déboisement :

« Les énormes engins de déboisement empruntent des voies de circulation interdites aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, et font des dégâts terribles. Un camion s'est même embourbé. Ils sont donc en infraction et j'étais présente pour le leur signaler, les entreprises doivent a minima faire des demandes de dérogation. »

Martine Talabot s'étonne aussi du manque de transparence, avec des informations sommaires envoyées par mail à la commune quelques jours avant le début des travaux :

« A part du déboisement, on ne sait pas ce qu'ils veulent faire exactement sur les parcelles visées au cadastre, ni quelle surface ils comptent défricher. Ce serait bien qu'ils calment le jeu et attendent le résultat des deux référés-suspension », en délibération au tribunal administratif de Bordeaux après l'audience du 1er octobre.

130 hectares de forêts menacés en Gironde

Les requérants – associations opposées à la LGV d'une part, Syndicat des sylviculteurs du Sud Ouest de l'autre –, demandent la suspension de l'autorisation environnementale pour les travaux préparatoires à la construction de la ligne nouvelle (sondages géotechniques, fouilles archéologiques...) nécessitant selon SNCF Réseau de déboiser 1000 hectares le long du tracé.

« 130 hectares doivent être défrichés en octobre rien qu'en Gironde, rappelle Didier Gassiot. Et le temps que les recours soient jugés, les travaux se poursuivent car ces recours ne sont pas suspensifs. Et

comme les autorisations sont effectives, la meute est lancée et les prestataires de SNCF Réseau veulent déboiser au maximum. Si les juges suspendent les travaux, cela ne fera pas repousser les arbres déjà coupés. »

Les députés montent au créneau

Le président de LGVEA se réjouit donc que des élus locaux, ou des parlementaires, intercèdent auprès de SNCF Réseau. Dans un communiqué, trois députés de Gironde (élus sous l'étiquette Nouveau Front populaire), Mathilde Feld, Loïc Prud'homme et Nicolas Thierry, ont dénoncé la semaine dernière « un passage en force » et un « déni démocratique », appelant la préfecture à « suspendre l'exécution des travaux tant qu'un jugement définitif n'a pas été rendu ».

« Ces travaux sont conduits en toute illégalité, les associations du territoire pointant des défauts d'affichage systématiques, une information en mairie (...) inexistante et des défrichements qui vont au-delà des conditions prévues par les autorisations préfectorales. »

Sollicitée par Rue89 Bordeaux, SNCF Réseau n'a pas donné suite à cette heure. Un peu plus tard dans la journée, des opposants ont également interrompu un chantier